

« S'il vous plaît dessine-moi
une vraie retraite...
Et pas un mouton ! »

Et DITes Oh :

"Hier, vous n'étiez qu'une foule ; vous êtes un Peuple aujourd'hui !" De par ces mots, Victor Hugo rendait hommage au peuple parisien au lendemain des journées dites des « 3 glorieuses »... Certes, si le contexte actuel est bien différent de celui d'il y a 200 ans, comment, toutefois, ne pas le mettre en rapport avec les propos de Macron sur les mobilisations massives de ces dernières semaines ?

Il n'a eu de cesse de vouloir décrédibiliser ce vrai élan démocratique qui s'est exprimé dans la rue pour s'opposer à la loi portant réforme des retraites. Ce président a évoqué « ...la foule des manifestants qui n'a pas de légitimité face aux élus... » mais rappelons-lui que la loi n'a pas fait l'objet d'un vote à l'assemblée ! Ou bien il a raillé celles et ceux qui ont fait du bruit à chacune de ses sorties ou de ses ministres par les fameuses « casseroles ».

Ubuesque par ailleurs, les arrêtés préfectoraux interdisant « tout dispositif sonore portatif » !

NON, nous n'avons toujours pas digéré ce passage en force et refusons de nous soumettre à ce vol démocratique.

Le Conseil Constitutionnel n'a invalidé que partiellement la loi sur les retraites, maintenant l'article 7 sur le recul de l'âge légal à 64 ans puis, en deux fois, a rejeté la demande de Référendum d'Initiative Partagée. Nous ne nous avouons point vaincus, fort des 70 % des Français qui rejettent encore cette loi.

Ce gouvernement est fragilisé et totalement à la dérive. Chacun sait que Macron n'a pas été élu sur son programme mais pour faire barrage à l'extrême droite. De par son comportement, sa politique, il est en train de livrer notre pays à leurs idées nauséabondes... C'est irresponsable et il doit revenir à la raison ! Nous voyons bien les politiques anti-sociales, régressives économiquement et humainement menées en Italie, Hongrie... la CGT a combattu, combat et combattrà toujours ces idées. Les causes de la démission du maire de Saint-Brévin-les-Pins doivent tous nous interpeller.

Le 1^{er} mai a été encore une fois une démonstration de force et d'espoir. L'intersyndicale a appelé à une nouvelle journée de grève et de manifestations le 6 juin, l'avant-veille de la proposition de loi présentée par le groupe LIOT demandant l'abrogation du texte sur la réforme des retraites.

Tout reste à écrire. D'ici-là, nous devons interpeler les députés pour leur demander d'être en adéquation avec la volonté majoritaire du Peuple. **NON A CE TEXTE**, c'est très simple !

Le 6 juin, la CGT FINANCES PUBLIQUES 26 sera à sa place, dans la rue, aux côtés de celles et ceux qui ne résignent pas. Venez donc nous rejoindre...



Polygone et Montélimar afin d'évaluer la pertinence des achats envisagés.

– **Fiche n°3** : achat de sacs à dos étanches.

Cet achat a pour objectif de protéger l'ordinateur professionnel pendant le transport, y compris à vélo. Le prix de chaque sac est de 75,95 €. La Direction envisage une commande de 100 sacs.

A la demande des OS, un questionnaire sera envoyé aux agents pour évaluer les besoins. La **proposition est reportée**.

– **Fiche n°4** : Investissement dans du mobilier pour créer un espace détente à Montélimar Bringer et Romans quai Sainte Claire. (8 000 €).

Ces achats sont envisagés dans le cadre du redéploiement des agents de l'antenne du SGC de Romans (rue Bozambo) et de la Trésorerie Sud Drôme (rue Emile Loubet à Montélimar) dans les locaux de Romans Sainte Claire et de Montélimar Bringer .

Si les OS sont favorables à ces achats, ils demandent toutefois au préalable de pouvoir visualiser les plans d'installation des espaces de détente prévus sur les 2 sites.

En attente de voir des plans au mois de juin, la **proposition est reportée**.

– **Fiche n°5** : Prise en charge d'un diagnostic électromagnétique.

La **proposition est acceptée**. Le lieu d'intervention est prévu à Romans Sainte Claire sur tout le bâtiment.

– **Fiche n°6** : Prise en charge de la maintenance annuelle des défibrillateurs. (700 €). La **proposition est acceptée**.

– **Fiche n°7** : Maintenance des fontaines à eau. (1 800 €)

La **proposition est acceptée**.

– **Fiche n°8** : Exercices d'évacuation. (2 400 €)

La **proposition est acceptée**. La Directrice est étonnée que la DDFIP paie un prestataire alors que le SDIS (service départemental d'incendie de secours) pourrait effectuer cette prestation gratuitement. A voir pour la suite.

– **Fiche n°9** : Achat de sièges ergonomiques par anticipation. (7 312 €)

Les sièges sont prescrits par le médecin de prévention. La Direction envisage l'achat de 10 sièges.

Cependant, les OS constatent qu'il reste encore 5 sièges en stock.

A voir au mois de juin. La **proposition est reportée**.



Points n°7 :
Questions diverses

2 questions ont été posées par les OS sur des dossiers personnels d'agents qui ont demandé nos interventions. Nous ne pouvons en dire plus

sur le sujet.

Nous avons constaté que revenir sur une question déjà posée à la présidente de séance, la rend très irritable : « Je vous ai déjà répondu !! Mais vous n'avez peut-être pas bien compris ma réponse ». Nous continuerons à vous informer sur la nature du dialogue social !

Michel et Vincent.

On est sauvé ou mort, c'est selon !

Le 25 avril apparaissait en une de «Ulysse» la présentation d'une nouveauté qui va révolutionner la DGFIP : la marque employeur des Finances Publiques.

«Exclusivement dédié à la marque employeur des Finances publiques, le site est une vitrine qui présente nos métiers, nos missions et nos voies de recrutement.

La DGFIP est un recruteur important de la sphère publique et son attractivité, un enjeu stratégique» peut-on y lire en préambule. Puis on est invité à cliquer sur un lien vantant cette belle et grande maison, indispensable, présente au cœur de l'État, partout sur le territoire, au service de tous... On croit rêver ! Engagez-vous qu'ils disaient ...

Ce serait juste pitoyable si ce n'était méprisant ! 25000 emplois supprimés depuis 2010 et 850 en 2023... Bel exemple de «marque employeur» !

Nouveauté ! Pour en savoir plus, un clic gauche sur le dessin...

Marque fossoyeur eût été plus judicieux !

Les missions ? Abandonnées partiellement ou totalement, ou déléguées au privé !

Le maillage territorial ? Demandez, suite au NRP, ce qu'en pensent les usagers de Die ou Nyons ...

Au service de tous ? Contemplez les horaires d'ouverture au public des sites restants !

Nos hiérarques complices touchent du doigt l'inconséquence de la politique de l'emploi voulue par les gouvernements successifs depuis plus de 20 ans dans la fonction publique d'État, et plus particulièrement à la DGFIP.

Mais au-delà, c'est bien à une casse en règle du statut de la fonction publique que ces décideurs se livrent. C'est la même politique qui a été menée à La poste, France Télécom... C'est ce qu'ils veulent faire à l'Éducation Nationale, la SNCF, EDF ou VNF ! Macron l'a négociée avec les instances européennes (tout comme le système de retraites d'ailleurs).

Alors advient l'ère des CDD, des vacataires, des rencontres professionnelles (oh ! Pardon, du job dating)... Bientôt, embauche à la journée au petit matin comme dans les films de Chaplin...

Nos dirigeants ne savent plus que copier le monde gestionnaire d'entreprise et son langage mortifère. Le bateau coule, nous autres continuons de jouer la musique parce que la notion de service public est en nous, et eux, savent qu'en quittant le navire, ils trouveront toujours une planche de salut pour garder les pieds au sec !



Compte rendu CDAS du 27 avril 2023

(le premier depuis les élections professionnelles).

1-Présentation des travaux du RIA par le maître d'œuvre, l'architecte et le président de l'AGRIAP

C'est un énorme chantier pour un budget de 3 millions d'euros, tout va être refait, salle de restauration et cuisine. Pendant la durée des travaux estimée à 10 mois, des modulaires seront installés vers la rampe d'accès de la cantine pour qu'il n'y ait pas d'interruption de la prestation de restauration. Il y aura environ 80 couverts ce qui suppose 3 services car nous sommes actuellement à un peu plus de 200 couverts les jours d'affluence. Le projet prévoit une extension côté parking-parc des expositions et une réorganisation de l'espace avec deux caisses, un endroit spécifique pour les commandes à emporter et une formule pizza sur commande.



2-Compte rendu activité 2022

L'action sociale concerne la DGFIP mais aussi l'ensemble du ministère (INSEE, douanes...) soit 720 actifs et 1168 retraités. En 2022, 47 actifs et 10 retraités ont bénéficié d'un service dont 70 % de femmes. 1/3 des demandes concerne des problèmes financiers (29 dossiers d'aide financière et 2 secours alimentaire), le 2° poste concerne la santé et le dernier la vie professionnelle (50 % sont des agents C, 23 % des B, 8 % des A et 19 % des retraités).



En 2021 les aides s'élevaient à 27350 €, en 2022 on est à 38668 €. L'assistante sociale précise qu'elle constate une nette augmentation des états psychopathologiques : les conséquences du NRP, de la réorganisation des services, des conditions de travail qui se dégradent, se font sentir. Enfin les fiches de signalement sont en nette augmentation.

Sur l'action sociale nous ne connaissons pas encore le budget définitif 2023 ! mais l'on sait qu'à priori il est en baisse, environ 24600 € contre 26144 € en 2022.

Les agents des antennes rue des Moulins ne sont, semble-t-il, pas encore pris en compte par le national pour nous allouer le budget alors que, bien évidemment, ils sont bénéficiaires depuis l'an passé. Nous ne pouvons que déplorer le manque de moyen car, de fait, l'arbre de Noël représentant 60 % du budget, il reste peu pour proposer des actions au plus grand nombre.

Cette année, les actions seront les suivantes :

- l'arbre de Noël au Bongo à St Marcel les Valence le 2 décembre ; la journée à la mer (transport en autocar et journée libre à Palavas) le 17 juin avec une participation de 5 € et enfin un week-end intergénérationnel sera proposé en novembre en Alsace.

Corinne et Sabine.

Nouveauté ! Pour en savoir plus...un clic gauche sur les logos...

« Le désir de connaître le pourquoi et le comment est appelé curiosité »

| | | | |
|---|---|---|--|
|  | <p>« Le coup du fou » : de Alessandro Barbaglia. Le 11 juillet 1972, les caméras du monde entier sont braquées sur l'Islande, où auront lieu en mondovision les rencontres entre les deux compétiteurs: le Russe Boris Spassky, champion en titre depuis 1964, et l'Américain Bobby Fischer...</p> |  | <p>« Crussol Festival du 6 au 8 juillet 2023 » : Avec Adé, Dead Chic, The Prophecy, Tiken Jah Fakoly, Aldebert, Arthur H et de nombreux autres artistes...</p> |
|  | <p>« Ouvrières » : La Cie des Lisières plonge avec ce projet dans l'histoire ouvrière, en utilisant le prisme de l'histoire des femmes et de leur rapport au travail... Le 09/06 /2023 à 19h30 - La Cartoucherie Bourg les Valence...</p> |  | <p>« Sur l'Adamant » : Documentaire de Nicolas Philibert. L'Adamant est un Centre de Jour unique en son genre : c'est un bâtiment flottant. Édifié sur la Seine, en plein cœur de Paris, il accueille des adultes souffrant de troubles psychiques, leur offrant un cadre de soins qui les structure dans le temps et l'espace, les aide à renouer avec le monde...</p> |
|  | <p>« Ma tante Janine » : Par Tante Adèle et la famille d'après une chanson en Chti du regretté Franck Trommer... Spécial clin d'oeil à Michel !</p> |  | <p>« Recette du gâteau Basque » : cette pâtisserie reste profondément attachée à la maison basque d'où son nom « etxeko bixkotxa », le biscuit de la maison...</p> |

A ta santé !

• L'Union Départementale CGT Drôme a organisé le vendredi 28 avril à Moras en Valloire un débat public sur les centres de santé publics de proximité. 70 personnes sont venues débattre de cette thématique en présence du docteur Eric May, Vice-Président de l'Union Syndicale des Médecins de Centres de Santé et Directeur du Centre de Santé de Malakoff. Notre département connaît une pénurie du nombre de médecins sans précédent, entraînant de fait des déserts médicaux. Les délais de rendez-vous s'allongent lorsqu'il est possible d'en obtenir un ! Même si le gouvernement a annoncé en 2019 la suppression du « numerus clausus » qui limitait le nombre de médecins formés, nous payons lourdement cette stratégie développée dans les années 1970-2000, visant à réduire de façon drastique le nombre de médecins pour diminuer les dépenses de santé ! Comment est-il possible d'attendre des soins toute une nuit dans les couloirs des hôpitaux ? La situation est grave.

DÉSERT MÉDICAL : LE GOUVERNEMENT A UN PLAN ...



• Chiffres

- 11 % des français en 2021 n'avaient pas de médecin traitant,
 - 1,6 millions de personnes renoncent chaque année à des soins par manque de médecins,
 - La Drôme a perdu 20 médecins généralistes en 5 ans entre 2017 et 2022. Il reste ce jour 437 praticiens pour une population de plus de 500 000 habitants (Données issues de l'INSEE et de la DREES - Ministère de la Santé).
 - Qu'appelle-t-on un « désert médical » ?
- Les déserts médicaux sont des zones où le ratio médecin/habitant est inférieur de 30 % à la moyenne nationale, soit 2,35 médecins/10 000 habitants, selon la définition choisie par le Ministère de la Santé.

• Pour faire face à cette situation, la CGT met en débat plusieurs propositions :

- ◆ Fixer à 15 000 le nombre d'étudiants formés en médecine dès cette année à la rentrée de septembre. Il faut 10 ans pour former un médecin. Cela doit être décidé immédiatement et l'effort doit être maintenu sur les 10 ans qui viennent.
- ◆ Démocratiser l'accès aux études de médecine en finançant les cursus d'étudiants d'origine modeste. Charge à l'étudiant ensuite de

rendre cette aide financière par une obligation de pratiquer la médecine pendant un certain nombre d'années dans les territoires où la désertification médicale s'accroît.

- ◆ Adopter un budget prévisionnel massif pour les universités pour les 10 ans qui viennent, leur permettant enfin de pouvoir répondre aux besoins de formations sanitaires et médicales de notre pays.
- ◆ Encadrer la liberté d'installation en mettant en place un conventionnement sélectif incitatif à l'installation des médecins dans les déserts médicaux.

La CGT préconise la création de centres de santé publics, reposant sur le travail en équipe pluriprofessionnelle, avec des professionnels salariés, s'organisant de manière coordonnée pour des prises en charge facilitées, en lien avec l'hôpital public.

A côté du système conventionnel libéral historique à bout de souffle, il est urgent d'organiser un service public territorial de santé, sans dépassements d'honoraires et avec l'application du tiers-payant (sans avance du prix de la consultation).

Cette structuration publique convient beaucoup mieux aux jeunes médecins qui aspirent à une qualité de vie et une diminution du temps de travail, ne voulant pas vivre les conditions de travail imposées à leurs aînés (souvent au-delà de 80h/semaine).



Rubrique : Le petit « Canailou » du jour !

Michael Zemmour est maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Ses recherches portent sur l'économie politique du financement de l'État social. Il n'a de cesse depuis 6 mois, par des arguments étayés, de contester le bien-fondé de cette réforme des retraites. Un modèle de pédagogie ! ([un clic gauche pour en savoir plus](#)).

SE SYNDIQUER, C'EST UN DROIT,
ÊTRE A LA CGT, C'EST UN + !